

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 45.854/4
DU 18 FÉVRIER 2009

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre du Climat et de l'Énergie, le 21 janvier 2009, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 24 mars 2003 fixant les modalités de la cotisation fédérale destinée au financement de certaines obligations de service public et des coûts liés à la régulation et au contrôle du marché de l'électricité", a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Formalité préalable

En vertu de l'article 6, § 3, 2/, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, une concertation associant les Gouvernements (régionaux) concernés et l'autorité fédérale aura lieu pour toute mesure au sujet de la politique de l'énergie, en dehors des compétences énumérées à l'article 6, § 1^{er}, VII, de cette loi. Dès lors que le projet contient des mesures dans le domaine de la politique de l'énergie qui ne sont pas expressément énumérées à l'article 6, § 1^{er}, VII, alinéa 2, de la loi spéciale du 8 août 1980, qui définit un certain nombre de compétences fédérales, une concertation devait avoir lieu sur le projet avec les gouvernements des régions⁽¹⁾. Cette formalité ne paraissant pas avoir été accomplie, il convient d'y remédier.

Si, à la suite de cette formalité, des modifications devaient encore être apportées au projet, ces dernières devront être soumises pour avis à la section de législation du Conseil d'État.

⁽¹⁾ Voir, en ce sens, l'avis 38.935/1/V, donné le 25 août 2005, sur un projet devenu l'arrêté royal du 26 septembre 2005 modifiant l'arrêté royal du 24 mars 2003 fixant les modalités de la cotisation fédérale destinée au financement de certaines obligations de service public et des coûts liés à la régulation et au contrôle du marché de l'électricité.

Observations générales

1. L'arrêté en projet a pour fondement légal les articles 21*bis*, § 1^{er}*bis* et 21*ter*, § 2, de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité.

L'article 21*ter*, § 4, de la même loi prévoit que "chaque arrêté fixant le montant, le mode de calcul et les autres modalités de la cotisation fédérale visée à l'article 21*bis*, § 1^{er}, est censé ne jamais avoir produit des effets s'il n'est pas confirmé par une loi dans les douze mois après la date d'entrée en vigueur".

Cette confirmation législative est requise par la Constitution. En effet, la cotisation fédérale est incontestablement un impôt au sens de l'article 170 de la Constitution ⁽²⁾ et, en vertu de cette disposition constitutionnelle, aucun impôt au profit de l'État ne peut être établi que par une loi.

L'arrêté du 24 mars 2003 que le projet tend à modifier, a été confirmé par l'article 136 de la loi-programme du 22 décembre 2003.

Dès lors que cet arrêté a été confirmé par le législateur, l'article 3*bis* des lois coordonnées sur le Conseil d'État est applicable au présent projet. Cet article dispose, en son paragraphe 1^{er} :

"Les projets d'arrêtés royaux qui peuvent abroger, compléter, modifier ou remplacer les dispositions légales en vigueur, sont soumis à l'avis motivé de la section de législation.

Cet avis est publié en même temps que le rapport au Roi et l'arrêté royal auquel il se rapporte. Les arrêtés, l'avis, le rapport au Roi et le texte des projets d'arrêtés soumis à l'avis de la section de législation seront communiqués, avant leur publication au Moniteur belge, aux Présidents de la Chambre des représentants et du Sénat."

Le présent projet devra donc être accompagné, notamment, d'un rapport au Roi lors de sa publication.

⁽²⁾ Avis 38.097/1, donné le 17 février 2005, sur un avant-projet de loi "modifiant la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité", repris dans l'avant-projet devenu la loi du 20 juillet 2005 portant des dispositions diverses (*Doc. parl.*, Chambre, n/ 51-1854/1, 2004-2005, p. 162).

Par ailleurs, il est à noter que l'arrêté royal du 24 mars 2003 précité a fait l'objet de trois arrêtés modificatifs, du 8 juillet 2003 ⁽³⁾, du 26 septembre 2005 ⁽⁴⁾ et du 18 janvier 2008 ⁽⁵⁾. Les dispositions de ces trois arrêtés qui modifient l'arrêté royal du 24 mars 2003, n'ayant pas fait l'objet d'une confirmation législative dans le délai prescrit par l'article 21^{ter} de la loi du 29 avril 1999 précitée, sont censées n'avoir jamais produit leurs effets.

La modification que l'article 3 du projet entend apporter à l'article 10 de l'arrêté royal du 24 mars 2003, tel que modifié par l'arrêté royal du 26 septembre 2005, tend en fait à restituer cet article 10 dans sa rédaction initiale. Dès lors que l'arrêté royal du 26 septembre 2005 a cessé de produire ses effets, l'article 3 du projet est à omettre.

2. L'article 3, § 1^{er}, alinéa 3, et § 2, alinéa 1^{er}, en projet renvoie à des arrêtés à prendre par le Roi après délibération en Conseil des ministres. Dans la mesure où ces dispositions à prendre sont déterminantes pour fixer le montant de la cotisation fédérale, elles devront également faire l'objet d'une confirmation par le législateur, en application de l'article 21^{ter}, § 4, de la loi, et conformément à l'article 170 de la Constitution.

3. L'article 3, § 7, en projet, tend à inclure dans le calcul de la cotisation fédérale une partie des frais de fonctionnement du service de médiation pour l'énergie à partir de la deuxième année de fonctionnement.

⁽³⁾ Moniteur belge du 6 août 2003.

⁽⁴⁾ Cet arrêté a été publié au Moniteur belge du 29 septembre 2005 (2^e éd.), en même temps que le rapport au Roi et que l'avis 38.935/1/V de la section de législation, y relatif.

⁽⁵⁾ Voir le chapitre IV (Dispositions modificatives) de l'arrêté royal du 18 janvier 2008 relatif au service de médiation pour l'énergie. Cet arrêté a été publié au Moniteur Belge du 12 février 2008.

Or l'article 21bis, § 1^{er}, alinéa 4, 2/, de la loi du 29 avril 1999 précitée prévoit que le produit de la cotisation fédérale est destiné, notamment, :

"au financement partiel des frais de fonctionnement de la commission visés à l'article 25, § 3, et ceci nonobstant les autres dispositions de l'article 25, § 3 et pour le financement des frais du service de médiation pour l'énergie, visés à l'article 27, perçues en 2005 par la commission en application de l'article 21ter, § 1^{er} et qui sont versés dans un fonds géré par le service de médiation pour l'énergie, conformément à l'article 21ter, § 1^{er}, 6/".

En outre l'article 27, §§ 8 à 10 de la même loi dispose :

"§ 8. Pour la première année de fonctionnement 2007, les montants de la cotisation fédérale visée à l'article 21bis, § 1^{er} et perçue en 2005 par la commission en application de l'article 21ter, § 1^{er} sont versée dans un fonds géré par le service de médiation pour l'énergie, conformément à l'article 21ter, § 1^{er}, 6/. Le montant destiné à la couverture des frais de fonctionnement du service de médiation de l'énergie pour l'année 2005, est fixé à 832.054 euros.

§ 9. Afin de couvrir les frais de fonctionnement du service de médiation pour l'énergie, les entreprises d'électricité et de gaz acquittent annuellement à partir de la deuxième année de fonctionnement, auprès du service de médiation pour l'énergie une redevance établie sur base du coût de financement du service de médiation pour l'énergie, appelée "redevance de médiation".

§ 10. Chaque année, le service de médiation pour l'énergie fixe le montant de la redevance de médiation due par chacune des entreprises d'électricité et de gaz.

Pour la deuxième et la troisième année de fonctionnement, la redevance de médiation par entreprise d'électricité et de gaz est estimée sur la base du nombre moyen de clients pendant l'année précédant la fixation de la redevance de médiation.

À partir de la quatrième année de fonctionnement et pour les années suivantes, la redevance de médiation par entreprise d'électricité et de gaz est estimée d'une part sur la base de la redevance de médiation fixe, c'est-à-dire le nombre moyen de clients pendant l'année précédant la fixation de la redevance de médiation, et d'autre part sur la base de la redevance de médiation variable, c'est-à-dire le nombre de plaintes déposées pendant l'année de fonctionnement écoulée."

Il résulte clairement de ces dispositions légales que les frais de fonctionnement du service de médiation, qui est un service autonome distinct de la Commission de régulation de l'électricité ⁽⁶⁾, ne peuvent être pris en compte pour la détermination du montant de la cotisation fédérale.

⁽⁶⁾ Article 27, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 29 avril 1999.

Le projet doit être revu pour tenir compte de cette observation. À l'article 2, alinéa 2, en projet, il y aura lieu de remplacer les mots "sept termes" par les mots "six termes". L'article 3, §§ 6 ⁽⁷⁾ et 7, en projet, seront omis. Le projet sera en outre complété par une disposition modifiant l'article 13 de l'arrêté royal du 24 mars 2003 afin de supprimer dans cette disposition les mots "en ce inclus ceux de son service de médiation mais".

Observations particulières

Préambule

1. L'alinéa 5 doit être omis, puisque l'avis de la section de législation n'a pas été demandé conformément à l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2/, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, mais dans un délai de trente jours, conformément à l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois précitées.

2. L'alinéa 6 doit être rédigé comme suit :

"Vu l'avis 48.854/4 du Conseil d'État, donné le 18 février 2009, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;" ⁽⁸⁾.

⁽⁷⁾ Ce paragraphe 6 ne tend en effet pas à fixer le montant de la cotisation fédérale. Ce qu'il prévoit fait déjà l'objet de l'article 27, § 8, de la loi.

⁽⁸⁾ Voir *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, 2008, onglet "Technique législative", recommandation n° 36.1 et formule F 3-5-2, www.raadvst-consetat.be, (18/02/2009).

3. La mention du ministre proposant doit être suivie de celle de la délibération en Conseil des ministres ⁽⁹⁾.

Dispositif

Article 1^{er}

1. Dès lors que le projet tend à modifier les chapitres I^{er} et II de l'arrêté royal du 24 mars 2003, et à modifier l'intitulé du chapitre II, il convient de rédiger la phrase liminaire comme suit :

"Dans l'arrêté royal du 24 mars 2003 fixant les modalités de la cotisation fédérale destinée au financement de certaines obligations de service public et des coûts liés à la régulation et au contrôle du marché de l'électricité, les chapitres I^{er} et II, comprenant les articles 1^{er} à 8, sont remplacés par les chapitres I^{er} et II suivants, comprenant les articles 1^{er} à 7 :".

2. Dans la mesure où l'arrêté en projet tend à fixer le montant de la cotisation fédérale à partir du 1^{er} juillet 2009, et qu'en vertu de l'article 2, alinéa 2, en projet, le numérateur des termes de la cotisation correspond à des montants devant être couverts par la cotisation fédérale pour l'année en cours, cela n'a pas de sens de fixer ces montants dans le présent projet pour des années antérieures à 2009.

L'article 3, §§ 2 à 4, en projet sera revu pour tenir compte de cette observation.

⁽⁹⁾ Voir *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, 2008, onglet "Technique législative", recommandation n/ 42, formule F 3-9-1, www.raadvst-consetat.be, (18/02/2009).

3. À l'article 3, § 4, en projet, il y a lieu de viser "l'article 21*bis*, § 1^{er}, alinéa 4, 3/, de la loi".

4. À l'article 3, § 8, en projet, il y a lieu de viser "l'article 21*bis*, § 1^{er}, alinéa 4, 6/, de la loi".

5. L'article 4*ter*, § 2, en projet, a pour effet que les clients finals paient un montant de cotisation fédérale différent selon le taux de perte du réseau de distribution qui leur transmet de l'électricité. Cette disposition n'est pas conforme à l'article 21*bis*, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi, en vertu duquel les clients finals doivent payer une cotisation sur chaque kWh qu'ils prélèvent pour leur usage propre et non pas sur les kWh perdus dans le réseau de distribution.

6. À l'article 4*ter*, § 3, en projet, les mots "et financiers" seront omis dès lors que la loi ne permet de mettre à charge des clients finals que les surcoûts administratifs. Le taux de 0,4 pour cent sera le cas échéant revu.

7. À l'article 5, § 1^{er}, en projet, il y a lieu de viser "l'article 21*bis*, § 1^{er}, alinéa 4, 1/ et 4/, de la loi".

8. Compte tenu de l'observation générale 1, il y a lieu d'ajouter à l'arrêté en projet, l'annexe 1 dont il est fait mention à l'article 6*quater* en projet, l'arrêté royal du 24 mars 2003 en vigueur n'en comprenant pas.

Observation finale

Compte tenu de la réécriture des chapitres I^{er} et II de l'arrêté royal du 24 mars 2003, l'auteur du projet veillera à apporter aux autres chapitres du même arrêté les modifications adéquates.

Il en va de même des références qui sont faites à la loi du 29 avril 1999.

La chambre était composée de

Messieurs	Ph. HANSE,	président de chambre,
	P. LIÉNARDY,	conseillers d'État,
	J. JAUMOTTE,	
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. L. DETROUX, premier auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

C. GIGOT

Ph. HANSE

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 45.854/4
VAN 18 FEBRUARI 2009

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 21 januari 2009 door de Minister van Klimaat en Energie verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 24 maart 2003 tot bepaling van de nadere regels betreffende de federale bijdrage tot financiering van sommige openbare dienstverplichtingen en van de kosten verbonden aan de regulering van en controle op de elektriciteitsmarkt", heeft het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Voorafgaand vormvereiste

Krachtens artikel 6, § 3, 2/, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen wordt tussen de betrokken (gewest)regeringen en de federale overheid overleg gepleegd over iedere maatregel op het gebied van energiebeleid, buiten de bevoegdheden opgesomd in artikel 6, § 1, VII, van die wet. Aangezien het ontwerp maatregelen bevat op het gebied van het energiebeleid die niet uitdrukkelijk zijn opgesomd in artikel 6, § 1, VII, tweede lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, waarin een aantal federale bevoegdheden worden omschreven, diende over het ontwerp overleg te worden gepleegd met de gewestregeringen ⁽¹⁾. Aan dit vormvereiste lijkt niet te zijn voldaan, wat dient te worden verholpen.

Mochten er ten gevolge van het vervullen van dit vormvereiste nog wijzigingen worden aangebracht in het ontwerp, zullen die wijzigingen om advies dienen te worden voorgelegd aan de Raad van State, afdeling Wetgeving.

⁽¹⁾ Zie in die zin advies 38.935/1/V, op 25 augustus 2005 verstrekt omtrent een ontwerp dat het koninklijk besluit van 26 september 2005 is geworden tot wijziging van het koninklijk besluit van 24 maart 2003 tot bepaling van de nadere regels betreffende de federale bijdrage tot financiering van sommige openbare dienstverplichtingen en van de kosten verbonden aan de regulering van en controle op de elektriciteitsmarkt.

Algemene opmerkingen

1. Het ontwerpbesluit ontleent zijn rechtsgrond aan de artikelen 21*bis*, § 1*bis* en 21*ter*, § 2, van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt.

Artikel 21*ter*, § 4, van dezelfde wet bepaalt : "Elk besluit tot vaststelling van het bedrag, de berekeningswijze en de overige nadere regels van de federale bijdrage bedoeld in artikel 21*bis*, § 1, wordt geacht nooit uitwerking te hebben gehad indien het niet bij wet is bevestigd binnen twaalf maanden na de datum van inwerkingtreding."

Deze bevestiging bij wet wordt vereist door de Grondwet. De federale bijdrage is immers onmiskenbaar een belasting in de zin van artikel 170 van de Grondwet⁽²⁾, en krachtens het genoemde grondwetsartikel kan geen belasting ten behoeve van de Staat worden ingevoerd dan door een wet.

Het besluit van 24 maart 2003, waarin het ontwerp wijzigingen beoogt aan te brengen, is bevestigd bij artikel 136 van de programmawet van 22 december 2003.

Vermits dit besluit door de wetgever is bevestigd, is artikel 3*bis* van de gecoördineerde wetten op de Raad van State toepasselijk op dit ontwerp. Paragraaf 1 van dit artikel bepaalt :

"De ontwerpen van koninklijke besluiten die de van kracht zijnde wettelijke bepalingen kunnen opheffen, aanvullen, wijzigen of vervangen, worden voorgelegd aan het met redenen omkleed advies van de afdeling Wetgeving.

Dat advies wordt samen met het verslag aan de Koning en het koninklijk besluit waarop het betrekking heeft, gepubliceerd. De besluiten, het advies, het verslag aan de Koning en de tekst van de ontwerpen van besluiten die zijn voorgelegd aan de afdeling Wetgeving, worden, voor hun bekendmaking in het Belgisch Staatsblad, medegedeeld aan de Voorzitters van de Kamer van volksvertegenwoordigers en de Senaat."

⁽²⁾ Advies 38.097/1, op 17 februari 2005 verstrekt omtrent een voorontwerp van wet "tot wijziging van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt", overgenomen in het voorontwerp dat de wet van 20 juli 2005 houdende diverse bepalingen is geworden (*Gedr. Stuk* Kamer, nr. 51-1854/1, 2004-2005, blz. 162).

Bij de bekendmaking van dit ontwerp zal dus onder meer een verslag aan de Koning erbij moeten worden gevoegd.

Voorts moet worden opgemerkt dat het voornoemde koninklijk besluit van 24 maart 2003 gewijzigd is bij drie besluiten uitgevaardigd op 8 juli 2003 ⁽³⁾, op 26 september 2005 ⁽⁴⁾ en op 18 januari 2008 ⁽⁵⁾. Vermits de bepalingen van deze drie besluiten die wijzigingen aanbrengen in het koninklijk besluit van 24 maart 2003 niet bij wet zijn bevestigd binnen de termijn gesteld in artikel 21*ter* van de voornoemde wet van 29 april 1999, worden ze geacht nooit uitwerking te hebben gehad.

De wijziging die artikel 3 van het ontwerp beoogt aan te brengen in artikel 10 van het koninklijk besluit van 24 maart 2003, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 26 september 2005, strekt in feite ertoe dit artikel 10 te herstellen in zijn oorspronkelijke lezing. Vermits het koninklijk besluit van 26 september 2005 niet langer uitwerking heeft, dient artikel 3 van het ontwerp te vervallen.

2. Het ontworpen artikel 3, § 1, derde lid, en § 2, eerste lid, verwijst naar besluiten die de Koning dient aan te nemen na overleg in de Ministerraad. In zoverre de uit te vaardigen bepalingen van belang zijn voor het vaststellen van het bedrag van de federale bijdrage, moeten ze met toepassing van artikel 21*ter*, § 4, van de wet en overeenkomstig artikel 170 van de Grondwet eveneens door de wetgever worden bevestigd.

3. Het ontworpen artikel 3, § 7, strekt ertoe dat vanaf het tweede werkingsjaar bij de federale bijdrage een percentage wordt ingerekend van de werkingskosten van de ombudsdienst voor energie.

⁽³⁾ Belgisch Staatsblad van 6 augustus 2003.

⁽⁴⁾ Dit besluit is bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 29 september 2005 (2^e editie), samen met het verslag aan de Koning en het desbetreffende advies 38.935/1/V van de afdeling Wetgeving.

⁽⁵⁾ Zie hoofdstuk IV (Wijzigingsbepalingen) van het koninklijk besluit van 18 januari 2008 betreffende de ombudsdienst voor energie. Dit besluit is bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 12 februari 2008.

Artikel 21*bis*, § 1, vierde lid, 2/, van de voornoemde wet van 29 april 1999 bepaalt echter dat de opbrengst van de federale bijdrage onder meer is bestemd voor :

"de gedeeltelijke financiering van de werkingskosten van de commissie zoals bedoeld in artikel 25, § 3, en dit onverminderd de overige bepalingen van artikel 25, § 3, en voor de financiering van de werkingskosten van de ombudsdienst voor energie, bedoeld in artikel 27, die door de commissie in het jaar 2005 zijn geëind met toepassing van artikel 21*ter*, § 1, en die worden gestort in een fonds beheerd door de ombudsdienst voor energie overeenkomstig artikel 21*ter*, § 1, 6/;"

Artikel 27, §§ 8 tot 10, van dezelfde wet bepaalt bovendien :

"§ 8. Voor het eerste werkingsjaar 2007 worden de bedragen van de federale bijdrage, bedoeld in artikel 21*bis*, § 1, en die door de commissie in het jaar 2005 zijn geëind met toepassing van artikel 21*ter*, § 1, gestort in een fonds beheerd door de ombudsdienst voor energie overeenkomstig artikel 21*ter*, § 1, 6/. Het bedrag bestemd voor de dekking van de werkingskosten van de ombudsdienst voor energie voor het jaar 2005 wordt vastgesteld op 832.054 euro.

§ 9. Om de werkingskosten van de ombudsdienst voor energie te dekken, betalen de elektriciteits- en gasondernemingen vanaf het tweede werkingsjaar jaarlijks aan de ombudsdienst voor energie een bijdrage begroot op basis van de kosten voor de financiering van de ombudsdienst voor energie, «ombudsbijdrage» genoemd.

§ 10. Jaarlijks bepaalt de ombudsdienst voor energie het bedrag van de ombudsbijdrage, verschuldigd door elke elektriciteits- en gasonderneming.

Voor het tweede en derde werkingsjaar wordt de ombudsbijdrage per elektriciteits- en gasonderneming begroot op basis van het gemiddeld aantal klanten van het jaar voorafgaand aan de vaststelling van de ombudsbijdrage.

Vanaf het vierde en de daaropvolgende werkingsjaren wordt de ombudsbijdrage per elektriciteits- en gasonderneming begroot enerzijds op basis van het gemiddeld aantal klanten van het afgelopen jaar voorafgaand aan de vaststelling van de ombudsbijdrage, de vaste ombudsbijdrage genoemd, en anderzijds op basis van het aantal ingediende klachten in het afgelopen werkingsjaar, de variabele ombudsbijdrage genoemd."

Uit die wetsbepalingen blijkt duidelijk dat de werkingskosten van de ombudsdienst, die een autonome dienst onderscheiden van de Commissie voor de Regulering van de Elektriciteit ⁽⁶⁾ is, niet in aanmerking mogen worden genomen voor het vaststellen van het bedrag van de federale bijdrage.

⁽⁶⁾ Artikel 27, § 1, eerste lid, van de wet van 29 april 1999.

Het ontwerp moet worden herzien, waarbij rekening wordt gehouden met deze opmerking. In het ontworpen artikel 2, tweede lid, moeten de woorden "zeven termen" vervangen worden door de woorden "zes termen". Het ontworpen artikel 3, §§ 6 ⁽⁷⁾ en 7, moet vervallen. Het ontwerp moet bovendien worden aangevuld met een bepaling houdende wijziging van artikel 13 van het koninklijk besluit van 24 maart 2003, waarbij in dit artikel 13 de woorden "met inbegrip van haar ombudsdienst maar" worden geschrapt.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

1. Het vijfde lid moet vervallen, aangezien het advies van de afdeling Wetgeving niet is aangevraagd overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2/, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, maar binnen een termijn van dertig dagen, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de voornoemde wetten.

2. Het zesde lid moet als volgt worden gesteld :

"Gelet op advies 48.854/4 van de Raad van State, gegeven op 18 februari 2009, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;" ⁽⁸⁾.

⁽⁷⁾ Deze paragraaf 6 heeft namelijk niet tot doel het bedrag van de federale bijdrage vast te stellen. Het bepaalde in deze paragraaf wordt reeds geregeld bij artikel 27, § 8, van de wet.

⁽⁸⁾ *Zie Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, 2008, tab Wetgevingstechniek, aanbeveling nr. 36.1 en formule F 3-5-2, www.raadvst-consetat.be (18/02/2009).

3. De vermelding van de voordragende minister moet worden gevolgd door de vermelding van de beraadslaging in de Ministerraad ⁽⁹⁾.

Dispositief

Artikel 1

1. Vermits het ontwerp ertoe strekt de hoofdstukken I en II van het koninklijk besluit van 24 maart 2003 en het opschrift van hoofdstuk II ervan te wijzigen, moet de inleidende zin als volgt worden gesteld :

"In het koninklijk besluit van 24 maart 2003 tot bepaling van de nadere regels betreffende de federale bijdrage tot financiering van sommige openbare dienstverplichtingen en van de kosten verbonden aan de regulering van en controle op de elektriciteitsmarkt worden de hoofdstukken I en II, die de artikelen 1 tot 8 bevatten, vervangen door de volgende hoofdstukken I en II, die de artikelen 1 tot 7 bevatten :".

2. In zoverre het ontwerpbesluit ertoe strekt het bedrag van de federale bijdrage met ingang van 1 juli 2009 vast te stellen en krachtens het ontworpen artikel 2, tweede lid, de teller van de termen van de bijdrage overeenstemt met bedragen die voor het lopende jaar door de federale bijdrage moeten worden gedekt, is het zinloos om die bedragen in dit ontwerp vast te stellen voor jaartallen vóór 2009.

Het ontworpen artikel 3, §§ 2 tot 4, moet worden herzien, waarbij rekening wordt gehouden met deze opmerking.

3. In het ontworpen artikel 3, § 4, moet worden verwezen naar "artikel 21bis, § 1, vierde lid, 3/, van de wet".

4. In het ontworpen artikel 3, § 8, moet worden verwezen naar "artikel 21bis, § 1, vierde lid, 6/, van de wet".

⁽⁹⁾ *Zie Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, 2008, tab Wetgevingstechniek, aanbeveling nr. 42 en formule F 3-9-1, www.raadvst-consetat.be (18/02/2009).

5. Het ontworpen artikel *4ter*, § 2, heeft tot gevolg dat de eindafnemers een federale bijdrage betalen waarvan het bedrag verschilt naargelang van het verliespercentage van het distributienet dat hun de elektriciteit levert. Deze bepaling is niet conform artikel 21*bis*, § 1, tweede lid, van de wet, krachtens hetwelk de eindafnemers een bijdrage verschuldigd zijn op elke kWh die ze voor eigen gebruik afnemen, doch niet op het aantal kWh verloren in het distributienet.

6. In het ontworpen artikel *4ter*, § 3, moeten de woorden "en financiële" vervallen, vermits de wet alleen toestaat dat de administratieve meerkosten aan de eindafnemers worden aangerekend. Het percentage 0,4 moet in voorkomend geval worden herzien.

7. In het ontworpen artikel 5, § 1, moet worden verwezen naar "artikel 21*bis*, § 1, vierde lid, 1/ en 4/, van de wet".

8. Gelet op algemene opmerking 1 moet bij het ontwerpbesluit de bijlage 1 worden gevoegd waarvan melding wordt gemaakt in het ontworpen artikel 6*quater*, vermits het koninklijk besluit van 24 maart 2003 geen bijlage bevat.

Slotopmerking

Aangezien de hoofdstukken I en II van het koninklijk besluit van 24 maart 2003 worden herschreven, moet de steller van het ontwerp de nodige wijzigingen aanbrengen in de overige hoofdstukken van datzelfde besluit.

Hetzelfde geldt voor de verwijzingen naar de wet van 29 april 1999.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Ph. HANSE,	kamervoorzitter,
	P. LIÉNARDY,	staatsraden,
	J. JAUMOTTE,	
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. L. DETROUX, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

C. GIGOT

Ph. HANSE